

## Restructurations

# Les rédactions romandes de Tamedia votent la défiance envers leur directeur général

Les différentes restructurations imposées par le groupe Tamedia à ses titres romands suscitent encore et toujours la colère et l'inquiétude des collaborateurs de la Tribune de Genève, de 24 heures, du Matin Dimanche, du Matin Semaine et de Femina. Constatant qu'aucune de leurs revendications n'est entendue et prise au sérieux par leur répondant romand et unique interlocuteur au niveau de la direction, M. Serge Reymond, directeur général de Tamedia publications romandes, les sociétés de rédacteurs et de collaborateurs de ces journaux ont décidé de procéder à un vote de défiance envers lui. La défiance a été massivement approuvée.

Une délégation des titres s'est rendue vendredi 22 décembre au siège de Tamedia à Zurich afin d'expliquer aux dirigeants du groupe les raisons de ce résultat. Elle a également demandé l'ouverture de négociations avec MM Supino et Tonini.

Le scrutin organisé (vote secret à l'urne) a en effet montré l'expression d'une insatisfaction générale et homogène entre les titres. Plus de 91% des 198 votants ont accepté la défiance, signifiant ainsi qu'ils n'étaient pas dupes: les discussions entre présumés partenaires sociaux ou les séances d'information et d'échanges proposées par M. Serge Reymond n'ont d'autre objectif que de gagner suffisamment de temps pour que les décisions prises par Tamedia soient appliquées, sans concession réelle ni remise en question.

Or les décisions prises par Tamedia pour la Suisse romande représenteraient un bouleversement du paysage médiatique à plusieurs niveaux.

Premier niveau. Dès janvier 2018, le Matin Dimanche, 24 heures et la Tribune de Genève verront leurs rubriques Monde, Suisse, Économie et Sports être fondues dans une nouvelle entité: la rédaction T. Une réforme similaire à celle en cours en Suisse alémanique. La rédaction T ne sera pas qu'une simple «unité de production de contenus» au service des trois titres. Sa rédaction en chef sera hiérarchiquement supérieure à celles des trois journaux. On démantèle ceux-ci, en les privant du pilotage d'une grande partie de leur substance. C'est l'identité même de ces journaux qui en pâtira. Et d'autant plus qu'ils ne devront plus être en concurrence. Pour la Tribune de Genève, la peine est même double, puisque les quatre rubriques quitteront le canton pour travailler à Lausanne.

En soi, cette restructuration n'apportera aucune économie. Tout simplement parce que le même nombre de personnes devra produire le même nombre d'articles. En revanche, elle permettra à Tamedia de continuer quelque temps à tailler dans les effectifs sans mettre en

péril le fonctionnement au quotidien des rubriques. C'est là la principale raison d'être de cette réorganisation en Suisse romande. Elle sera très rapidement suivie par la centralisation du secrétariat de rédaction, du service photo, de la correction et de l'infographie. En attendant la suite.

Deuxième niveau. Plus grave encore car définitif, l'existence même de la version papier du *Matin Semaine* est menacée. Après avoir fusionné les rédactions du *Matin Semaine* et de *20 minutes*, Tamedia ne cache plus songer à supprimer le «print» de son quotidien populaire payant. La seule question qui reste en suspens est quand. En 2018? En 2019?

Également dans la ligne de mire, le magazine *Femina* a déjà subi plusieurs restructurations et craint fortement pour son avenir.

Face à la tempête qui se lève, les employés romands de Tamedia ne sont pas restés inactifs et n'ont cessé de tenter de corriger le tir. Le vendredi 15 décembre, une matinée de débrayage a été organisée et une manifestation s'est déroulée à Lausanne. À cette occasion, les revendications portées par toutes les rédactions ont été rappelées par oral et par écrit à M. Serge Reymond. Les voici:

- 1) Le maintien de la version papier du *Matin Semaine*
- 2) Un moratoire de deux ans sur les licenciements économiques
- 3) Une baisse générale de l'exigence de rentabilité pour les titres de presse
- 4) La tenue de négociations sur la réorganisation du travail en lien avec les restructurations en cours.

M. Reymond a été prié de nous répondre d'ici mardi 19 décembre à midi. Il l'a fait, mais en proposant à quelques journalistes une simple séance, vendredi 22 décembre, durant laquelle nous pourrions poser toutes les questions que nous voulions. Ce courriel a été interprété unanimement comme une fin de non-recevoir. Nous en avons conclu qu'aucune discussion n'était plus possible avec notre directeur général et avons organisé un vote de défiance.

Désormais, nous demandons de pouvoir parler et négocier directement avec Monsieur Pietro Supino, président du conseil d'administration de Tamedia, et Monsieur Christoph Tonini, directeur général de Tamedia. Cette demande a été formulée par écrit, mais également par l'entremise d'une délégation des titres qui s'est rendue vendredi 22 décembre au siège de Tamedia à Zurich.

Lausanne & Genève, le 22 décembre 2017

Contacts:

Camille Kraft, *Matin Dimanche* 079 575 64 08

Karim Di Matteo, 24 heures, 078 894 93 84

Éric Budry, *Tribune de Genève*, 078 788 24 02

Melina Schroeter, *Matin Semaine*, 078 642 58 39

Fabienne Rosset, Femina, 078 718 67 57